



Le Fond mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme a rejeté, le 21 juillet dernier, le dossier de renouvellement de financement, présenté par le Burkina Faso. Depuis l'annonce de cette nouvelle, des associations de lutte contre le sida s'interrogent. D'autres s'inquiètent. Si Emmanuel Kaboré, président du conseil d'administration de SOS santé et développement tente de minimiser cette décision, il faut tout de même reconnaître que, sans être dramatique, elle pourrait avoir des conséquences sur la vie des personnes vivant avec le VIH sida (PVVIH).

Emmanuel Kaboré « Je n'ose pas imaginer que le Burkina soit en manque d'ARV (antirétroviraux, ndlr). Ça sera un énorme gâchis que tous nos efforts effectués depuis, pour assurer le traitement des malades du Sida, ne soient pas enfin récompensés comme il se doit ». C'est en ces termes qu'Emmanuel Kaboré, président du conseil d'administration de SOS santé et développement s'est exprimé au sujet des risques de rupture d'ARV qui pourraient découler du non financement de la lutte contre le Sida en 2011 par le fond mondial au Burkina. « Je suis sûr que notre gouvernement en décidant le 31 décembre 2009 de rendre gratuit l'accès aux ARV, a pesé le pour et le contre et à pris des mesures nécessaires au cas où pareil problème surviendrait », a déclaré l'homme.

Toutefois, le président de SOS santé et développement, reconnaît que les conséquences de l'absence de financement du Fonds mondial seront ressenties sur les activités qui entourent le traitement des PVVIH, à savoir : le suivi médical, le soutien psychologique, les cadres informatifs sur l'évolution de la maladie, les campagnes de sensibilisation, etc. Pour ce faire, M. Kaboré souhaite qu'au Burkina, « l'on développe plus d'initiatives internes ». Il a alors invité les familles à s'impliquer davantage dans la prise en charge des PVVIH.

Dans le même temps, a proposé le président du conseil d'administration de SOS santé et

développement, au niveau international, « des plaidoyers devront être organisés pour inciter les pays donateurs à redoubler d'efforts dans le financement de la lutte contre le Sida ». Il s'agira, explique Emmanuel Kaboré, de faire un lobbying auprès des partenaires à travers des données réelles et des chiffres à l'appui.

andrine Sawadogo (Stagiaire)

Fasozine